

# Berlin : manifestation contre le TTIP

## Partage international n° 327 - Novembre 2015

Le 10 octobre 2015 à Berlin, plus de 150 000 personnes ont manifesté contre le Partenariat transatlantique de commerce et d'investissement (PTCI, ou TTIP en anglais), un accord de libre-échange en cours de négociation entre l'Europe et les Etats-Unis. Selon les manifestants, cet accord est anti-démocratique et impactera négativement la sécurité alimentaire, l'emploi et l'environnement. Une alliance de groupes écologistes, d'associations caritatives et de partis d'opposition ont affirmé que 250 000 personnes avaient participé à cette manifestation. « *C'est la première fois qu'autant de gens descendent dans la rue à ce sujet* », explique le syndicat allemand DGB, qui a participé à l'organisation de la manifestation. Plusieurs trains et plus de 600 bus ont été affrétés pour transporter les manifestants vers la capitale.

Les manifestants tapaient sur des tambours, soufflaient bruyamment dans des sifflets et brandissaient des écriteaux où était écrit « *Stop au TTIP* », « *TTIP, un naufrage cataclysmique en perspective* » et « *Oui, nous pouvons stopper le TTIP* ». Un groupe de manifestants tirait un énorme cheval de Troie en bois - en référence à la légende grecque - afin de montrer que cet accord commercial se fait discrètement valider par la loi grâce aux subterfuges des lobbyistes mandatés par de grandes corporations et des fonctionnaires de l'Union européenne.

Les opposants affirment que cet accord conduira à une dérégulation généralisée, et qu'il mettra en danger la démocratie tout en réduisant le champ d'action des gouvernements. « *Nous sommes venus ici car nous ne voulons pas laisser les marchés nous dominer, et que nous voulons sauver la démocratie* », a déclaré Michael Mueller, président des Amis de la nature, une association écologique allemande.

Cet accord entre les Etats-Unis et les 28 États de l'UE, s'il était conclu, serait le plus important accord commercial qui ait jamais existé. Les négociations ont commencé en 2013 et les deux partis prévoient de les conclure d'ici 2016. Ce qui met

particulièrement en colère les manifestants, c'est l'insistance de Washington à vouloir que, dans le cadre de cet accord, des sociétés privées puissent poursuivre en justice des gouvernements devant des tribunaux spéciaux.

Une manifestation s'est également déroulée à Strasbourg, siège du Parlement européen, à l'initiative du groupe de protestation Stop au TTIP qui comprend 142 associations, syndicats et autres groupes.

D'autres manifestations ont eu lieu dans d'autres villes européennes et américaines dans le cadre de la Journée internationale de mobilisation contre le TTIP. Les manifestants protestent contre le manque de transparence qui entoure ces négociations. Certains craignent que l'accord ait des impacts négatifs sur la vie des citoyens.

« *Nous ne voulons pas de ce marché transatlantique que Bruxelles et Washington veulent imposer, a expliqué un jeune manifestant à Strasbourg. Un tel accord ne ferait qu'accroître la compétition et la marchandisation, et représenterait un risque de régression majeure dans les domaines sociaux, politiques et environnementaux.* » L'impact sur l'environnement et la santé pourrait se révéler très négatif, d'autant que les standards environnementaux et alimentaires ne sont pas les mêmes en Europe et en Amérique du Nord.

Mais au-delà des effets concrets que le TTIP aurait sur notre vie quotidienne, les manifestants se préoccupent des impacts de cet accord dans le domaine culturel. « *Nous ne voulons pas d'une américanisation de notre société. Le traité ne mettrait pas seulement fin au modèle social européen, confronté au modèle politique et à l'ultra capitalisme américain, mais il menacerait également une certaine vision de la culture que nous avons en Europe, qui représente davantage qu'un simple produit commercial* », a-t-il poursuivi.

Bruxelles et Washington veulent conclure l'accord début 2016. S'il est ratifié, le TTIP serait l'accord commercial le plus important au monde, affectant presque 60 % des transactions commerciales mondiales et touchant un marché de 850 millions de consommateurs.

Nick Dearden, directeur de Global Justice Now

(Justice mondiale maintenant), a expliqué que l'Union européenne ne disposait d'aucun mandat public pour cet accord : « *Tout ce que nous savons sur cet accord commercial entouré de secret est qu'il s'agit très peu de commerce mais beaucoup d'une prise de pouvoir massive par les multinationales.* »

**Lieu** : Berlin, Allemagne

Date des faits : 10 octobre 2015

**Sources** : thelocal.de ; reuters.com ; xinhuanews.net ; comondreams.org

**Thématiques** : [Société](#), [politique](#)

**Rubrique** : La voix des peuples